

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 01/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



HYDRO EXTRUSION LUCE/CHATEAUROUX (ex SAPA PROFILES NORD/OUEST SAS)

42 Rue de Beauce
28110 Lucé

Références : IC230043 - VAT20230083
Code AIOT : 0010000243

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2022 dans l'établissement SAPA PROFILES NORD/OUEST SAS implanté 42 Rue de Beauce 28110 Lucé. L'inspection a été annoncée le 13/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAPA PROFILES NORD/OUEST SAS
- 42 Rue de Beauce 28110 Lucé
- Code AIOT : 0010000243
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité dite Lucé 1 de la société HYDRO EXTRUSION LUCE/CHATEAUROUX réalise la découpe, la trempe et le recuit et l'extrusion de billettes d'aluminium pour réaliser des profilés à destination des industriels.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'arrêté de mise en demeure du 7 août 2018
- suites de l'inspection précédente du 23 septembre 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/01/1983, article 1.6.5	NC1* + D1* VI 23/09/2021 Art 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/08/2018	Lettre de suite préfectorale	45 jours
3	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	NC4* VI 23/09/2021 NC6* VI 23/09/2021	Lettre de suite préfectorale	45 jours
4	Rétentions et bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > III.	NC5* VI 23/09/2021	Lettre de suite préfectorale	45 jours
6	Rétentions, régulation thermique et épuration.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	D2* VI 23/09/2021	Lettre de suite préfectorale	45 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20 et 21	NC2* VI 23/09/2021	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Situation administrative	Code de l'environnement du 23/09/2021, article R.512-47	NC7 VI 23/09/2021	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les enjeux du site sont principalement des enjeux liés au risque accidentel. Lors de cette visite d'inspection, 4 écarts ont été relevés pour lesquels une lettre de suite préfectorale a été proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/1983, article 1.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : NC1 VI du 23/09/2021
Prescription contrôlée : L'installation électrique sera entretenue en bon état, elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'installation électrique n'est pas maintenue en bon état
Observations : NC1 VI du 23/09/2021 : L'installation électrique présente des risques d'incendie et d'explosion. Article 1 de l'APMD du 07/08/2018 : La société SAPA PROFILES NORD/QUEST SAS exploitant une installation de fabrication de profilés en aluminium, au sein de son établissement situé 42 rue de Beauce à Lucé, appelée « SAPA 1 », est mise en demeure : 1) de mettre en conformité l'installation électrique de l'établissement, conformément à l'article 2 § 1.6.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/01/1983, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté. Pour se faire, l'exploitant fournira un document attestant de l'absence de risque d'incendie ou d'explosion lié aux installations électriques ; L'exploitant présente en inspection le rapport de vérification des installations électriques du 23/09/2022 qui relève 5 observations récurrentes (44 relevées en juillet 2021) et 17 nouvelles non-conformités. L'inspection relève une réduction notable des observations portées sur le rapport électrique. Néanmoins, le compte-rendu Q18 présenté conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Ce point de la mise en demeure n'est pas respecté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 45 jours

N° 2 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20 et 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : NC2 VI 23/09/2021
Prescription contrôlée : NC2 VI 23/09/2021 : Les équipements de protection contre le foudre ne sont pas correctement entretenus et certaines recommandations établies dans l'étude technique foudre datant de mars 2016 n'ont pas encore été traitées. Transmettre les justificatifs de la levée des écarts émis dans les rapports de vérifications foudre complète et visuelle. Art 20 : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre [...] Art 21 : L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.
Constats : Une recommandation de l'étude technique foudre n'est pas traitée.
Observations : L'exploitant présente un rapport de vérification complète du 19/10/2022 relevant une observation. L'observation est relative à une recommandation de l'étude technique sur la protection pour les courants faibles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.
Point de contrôle déjà contrôlé : NC4 VI 23/09/2021 et NC6 VI 23/09/2021
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] c) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : - des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; - des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces deux types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Absence de la capacité nécessaire pour couvrir le besoin en eau en cas d'extinction d'un incendie.
Observations : NC4 VI 23/09/2021 : Le RIA n°R001 est impossible à dérouler. NC6 VI 23/09/2021 : L'exploitant n'est pas en mesure de garantir de la disponibilité des 720 m3/h d'eau nécessaires en cas d'incendie. L'exploitant présente les rapports de vérification des moyens de lutte contre l'incendie. Le rapport de vérification du 19/09/2022 des extincteurs et des robinets d'incendie armés conclut à la conformité des moyens de lutte contre l'incendie. Les deux poteaux incendie internes au site de diamètre D100 présentent des débits de 75 m3/h et 120 m3/h. Un nouveau calcul D9 présenté en inspection conclut à un besoin en eau de 1100 m3/h. Les poteaux incendie internes au site disposent au plus d'une capacité de 195 m3/h. L'exploitant ne dispose pas de la capacité nécessaire pour couvrir le besoin en eau en cas d'extinction d'un incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 45 jours

N° 4 : Rétentions et bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > III.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et bassin de confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : NC5 VI 23/09/2021
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin.
Constats : Absence de justification de la capacité du site à confiner un volume a minima de 2200 m3 d'eau d'extinction en cas d'incendie.
Observations : NC5 VI 23/09/2021 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de disposer de la capacité de rétention nécessaire au maintien des eaux d'extinction incendie en cas de sinistre. L'exploitant présente les calculs D9 dimensionnant les besoins en eau d'extinction en cas d'incendie. Le calcul D9 conclut à un besoin de 1110 m3/h pour le grand bâtiment de production. Le besoin en rétention des eaux en cas d'extinction d'un incendie est donc a minima de 2200 m3. L'exploitant n'a pas justifié de la capacité de rétention des eaux d'extinction incendie. Il pourrait utilement s'appuyer sur le guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction "D9A" version juin 2020
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 45 jours

N° 5 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/09/2021, article R.512-47
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : NC7 VI 23/09/2021
Prescription contrôlée : La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : NC7 VI 23/09/2021 : Mise en œuvre du four de nitruration à phase gazeuse sans avoir transmis les éléments complémentaires demandés par courrier du 4 octobre 2013. L'exploitant procède à une télédéclaration (https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/R42920) au titre de la rubrique 4735-2 et évalue les impacts de cette activité (air, eau, déchets, risque accidentel, bruit, ...). Il produit également un rapport de conformité de l'installation par rapport à l'arrêté ministériel du 19/11/09 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735. L'exploitant a transmis un porter à connaissance du 22 juin 2022. Ce porter à connaissance est en cours d'instruction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rétentions, régulation thermique et épuration.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions, régulation thermique et épuration.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.
Constats : Absence de justification du bon fonctionnement du dispositif de sécurité permettant l'arrêt du chauffage en cas de niveau bas des bains.
Observations : D2 VI 23/09/2021 : Justifier du bon fonctionnement du dispositif de sécurité permettant l'arrêt du chauffage en cas de niveau bas des bains (test). Ce point n'a pas pu faire l'objet d'un test en inspection. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du bon fonctionnement du dispositif de sécurité permettant l'arrêt du chauffage en cas de niveau bas des bains.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 45 jours